

Crise, démocratie, pouvoir, social-écologie

A travers la lutte contre la réforme des retraites ou contre les méga-bassines, on peut voir que toute décision politique peu concertée induit frustration et colère chez les plus impactés qui sont souvent les moins favorisés. Ces changements de calendrier de vies ou d'environnement imposés percutent le sujet libre et tétanise le collectif quand l'impuissance et l'arbitraire politiques fragilisent la chose commune, la sécurité et les libertés individuelles. Que peut-il en ressortir de nouveau ?

Actualité : répétition ou invention ?

Dans la vie de chacun, le présent politique est-il un terrain d'action possible ou une scène qui tendrait à échapper de plus en plus ?

«Pour l'attitude de modernité, la haute valeur du présent est indissociable de l'acharnement à l'imaginer autrement qu'il n'est et à le transformer non pas en le détruisant, mais en le captant dans ce qu'il est. La modernité baudelairienne est un exercice où l'extrême attention au réel est confrontée à la pratique d'une liberté qui tout à la fois respecte ce réel et le viole.»¹

Tandis que la *Politique* comme souci du bien commun décidé démocratiquement recule toujours plus devant "l'expertise" néo-libérale non négociable d'une cynique oligarchie peu économe et peu partageuse des ressources mondiales, le citoyen est placé de plus en plus seul devant sa responsabilité d'auto-entrepreneur de lui-même et depuis peu dans le même registre devant sa culpabilité d'éco-citoyen pris dans un mode de vie qu'impose une société en état d'ébriété énergétique et matérielle. On assiste alors impuissant au détricotage méticuleux des solidarités et services qui pouvaient jusque là - hélas en partie grâce à cette abondance- favoriser l'égalité, la justice, la considération, la coopération et le sens du collectif et du bien commun.



Affiche de 1968

En France, la réforme des retraites en donnant des garanties de "bonne gestion" aux marchés financiers, laisse un goût amer à beaucoup de citoyens. Ce pourrait être toxique pour la démocratie tant les conditions de vie réelles semblent occultées par des décideurs aveuglés par leurs revenus, confort et avantages réels. Bien que leur culture se réclame de l'humanisme, ces "dominants" semblent trop souvent insensibilisés à ces injustices : valorisés et courtisés par leur cercle social, ils restent trop souvent plongés dans les avantages et attributs des "puissants" tels que les porte la mimétique dominante.

Certains imaginent-ils une révolution ? Ce sera plus certainement sans doute un retour à une sourde frustration, après un rituel affligeant de violences et de répressions tels qu'on les goûte depuis quelques années en ces occasions. Les commentateurs repus y prophétiseront sans difficulté le ferment d'une montée aux extrêmes, quand la pulsation quinquennale présidentielle garantira pour la prochaine échéance encore l'assurance que rien ne changera jamais vraiment tant cette prophétie du pire fabrique en même temps la peur rétroactive qui permettra aux dominants, du moins pour l'instant, de le rester.

La polyphonie pauvre et clivante autant qu'abrutissante et simpliste de médias concentrés par quelques puissants [2], tout comme l'espace d'exacerbation des clivages que forment des réseaux sociaux manipulés, sont les complices de ces dispositifs de pouvoirs assénant leurs réducteurs, soporifiques et menteurs *éléments de langages*.

1. "Qu'est-ce que les lumières ?", Michel Foucault [5] tome 2, texte n°339, p 1389

Ainsi, comme le souligne Foucault¹ :

«on a pu voir quelles formes de relations de pouvoir étaient véhiculées à travers des technologies diverses (...) : Les disciplines à la fois collectives et individuelles, les procédures de normalisation exercées au nom du pouvoir de l'Etat, des exigences de la société ou des régions de la population en sont des exemples. L'enjeu est donc : comment déconnecter la croissance des capacités et l'intensification des relations de pouvoir ?»

Comment faire que ces moments de crise (parmi d'autres) catalysent l'émergence d'un collectif susceptible de faire passer nos sociétés - pourtant relativement éduquées, mais paradoxalement autant sujettes aux manipulations- à une démocratie partagée plus juste et plus instruite ?

On regrettera que les oppositions de gauche maintenues artificiellement divisées par un système de financement déplorable [1] entretiennent d'abord leurs chapelles à tout prix, garantissant la domination d'une oligarchie manipulatrice : pourraient-elles, dans un sursaut de maturité politique, susciter ce collectif nouveau et réellement démocratique où la *considération* de chacun en tant que *personne* effacerait l'abrutissant individualisme compétiteur de l'ancien logiciel exploiteur et extractiviste ?

On perçoit bien la difficulté soulignée par Pierre Charbonnier [3] de décorer *Abondance et liberté* en ce que la seconde reste asservie à la première qui pourrait bien disparaître avec les énergies fossiles. Ainsi en Europe, après le "quoi qu'il en coûte" du Covid 19 se prépare, pour rassurer les marchés, une cure d'austérité qui prétend réduire les déficits afin de ramener la confiance des marchés. Cette cure contient sans doute en partie la perte de nombreux conquits sociaux, telle la retraite à soixante ans, dont les financements sont volontairement réduits aux cotisations issues seulement du travail et surtout pas d'autres mécanismes de partage de la richesse dans un monde où les inégalités se creusent avec les plus riches.

Sous la pression dérégulatrice du néolibéralisme, la société française vieillissante des années 2020 n'a pas cherché depuis trente ans à diversifier et rendre plus justes ces sources de financement des solidarités les plus élémentaires (vieillesse, santé, éducation, accès équitables et soutenables aux communs) et les a même volontairement fragilisées et privatisées, y produisant au passage la principale source du creusement des inégalités.

L'effet de saturation que ces crises sociales à répétition sur fond de déni de la démocratie peuvent engendrer, ouvre des perspectives de bouleversements ou de régressions peu prévisibles : peut-on s'en saisir pour inventer autre chose plutôt que de subir encore *ad nauseam* le programme qui les a induites ? Doit-on avoir peur de cette ré-invention du politique qui pourrait advenir à cette occasion ?

Regarder et agir politiquement sur *ce moment que nous vivons là* alors que nous sommes dedans est-il possible pour inventer autre chose ? ou sommes-nous condamnés à l'impuissance quand l'histoire nous a déjà montré que les changements étaient soit difficiles voire impossibles, soit dangereux ?

«l'ontologie historique de nous mêmes en tant qu'êtres libres, c'est donc à la fois le diagnostic de notre propre situation historique et la cartographie des déterminations dont nous sommes les produits et la puissance que nous nous reconnaissons comme virtuellement producteurs (c'est à dire inventeurs) d'autres formes de vie (...). Cette "créativité" ancrée dans l'histoire permet à la fois de construire une critique politique de l'état présent des choses et d'ouvrir à l'expérimentation (là aussi politique) d'une nouveauté radicale, de tenir ensemble la destitution et la constitution, ou pour reprendre les termes mêmes de Foucault, "la destruction" de ce que nous sommes et la création d'une chose totalement autre, d'une totale innovation.» [11] p 108.

Une entreprenante prudence

Les grands soirs ayant jusque-là enfanté de bien sinistres lendemains, comment faire enfin éclore ces *petits matins* qui travailleraient à garantir la protection et la considération de tous les vivants, dans un monde où l'humain conscient des dégâts de l'anthropocène leur assurerait une juste représentation, une équité du partage durable des ressources respectées et un bien vivre pérenne pour chacun ?

Cette économie symbiotique [4] dont on attend toujours l'élaboration est-elle vraiment accessible quand la mimétique de la montée aux extrêmes semble nous menacer toujours plus d'une affligeante diversion face à ce qui compte vraiment : la survie d'une humanité fragile sur une planète allant vers une augmentation de +4°C ? Pourquoi continuer à se battre quand on s'enfonce ensemble dans la boue ?

L'homme n'est plus le centre du monde mais une espèce parmi les vivants dans un monde clos en interdépendance complexe. Consciente des impasses et crises d'orgueil de notre histoire, la véritable modernité ne serait-elle pas alors de saisir *de l'intérieur* de notre parcours historique, épistémologique, scientifique

1. Ibid. p 1395



Lutte au gourdin - Francisco Goya. 1820-1823

et politique, ce *moment* pour ouvrir ces perspectives déjà tellement imaginées par tant de collectifs et de chercheurs qu'il semblerait finalement assez simple de "passer à la suite" ? Dans "Nous n'avons jamais été modernes", Bruno Latour conclut :

«La moitié de notre politique se fait dans les sciences et les techniques. L'autre moitié de la nature se fait dans les sociétés. raboutons les deux, voici que la politique commence. Est-ce trop peu que d'entériner publiquement ce qui se fait déjà ?» [6] p 197.

Est-il possible d'opérer un inventaire partagé et constructif de nos héritages, à l'écoute de nos hybridations constructives, de nos incohérences prises comme sources d'apprentissages, de nos anthropologies comme terrain de nos discours et comportements à mettre à distance raisonnée ? Pour humblement apprendre enfin à habiter avec tous les vivants ce vaisseau commun ? La Terre qui nous abrite, ou plutôt même cette fine *couche limite* de quelque kilomètres d'épaisseur où émergea la vie et qui risque de nous voir disparaître parce que nous n'avons pas su partager les fruits d'un miracle qui n'a pas trouvé d'équivalent atteignable dans l'univers observable ?

Cet inventaire repasse toujours par la *Politeia*, la chose publique qui se rend toujours plus accessible et partagé par tous. Il passe par une éthique de la *considération* [9] de chaque vivant, là où il est : reconnu dans sa dépendance comme *engendré* et *nourri* par les autres ou les nourrissant [8], héritier des morts et dépositaire pour les vivants à naître. Une éthique qui accompagne ses souffrances, ses besoins et dépendances dans chaque collectif : familles, maisonnées, villages, syndicats, partis, clubs, équipes de travail ou de loisir, jusqu'aux collectivités territoriales, à l'Etat et aux fédérations d'Etat (UE, ONU). Une politique partagée à tout niveau, soucieuse de rester toujours réellement démocratique, qui revisite en permanence la notion de progrès -jusque-là synonyme de démesure et de compétition- par un logiciel curieux et adaptable de considération du vivant et des ressources.

« En finir avec cette notion de progrès suppose d'extirper l'ensemble des représentations conscientes et inconscientes, intellectuelles et archaïques qui caractérisent le schème [principe organisateur de la société] de la domination, laquelle est une triple domination (des autres, de la nature à l'extérieur et à l'intérieur de soi). Il est alors possible d'entrevoir un nouveau type de progrès : correspondant à un processus de maturation et s'accompagnant de changements dans les mentalités, les pratiques, les structures économiques et le droit. » [10] p 106

Si Corine Pelluchon nous fait sortir de "*ce cercle vicieux qui fait du progrès un processus de destruction et de déshumanisation*" par une "*véritable métanoïa*" dont la cause animale serait la clef "*parce qu'elle implique une confrontation brute avec la souffrance et le mal qui fait chavirer le sujet.*"¹, elle souligne au terme d'une réflexion qu'éclaire un témoignage courageux très personnel, que c'est parce que ce changement ne peut être partiel, devant "*avoir des répercussions dans tous les domaines - le travail, la politique, la vie pulsionnelle, le rapport à soi, à son corps, aux autres, à la nature, au plaisir, à la souffrance, à la mort.*"² qu'on peut parler de révolution :

*"Ainsi l'humanité peut inverser le processus de retournement de la rationalité en irrationalité qui caractérise la modernité tardive".*³

Si ce livre très spirituel peut laisser notre "rationalité" méfiante, il souligne qu'à l'instar de toute utopie, le changement de paradigme ne peut se faire qu'en tentant de saisir ce qui dans l'ancien "modèle" contient les chances comme les risques d'échecs du nouveau : notamment la (fausse) certitude de n'en pouvoir sortir. Non que cela soit forcément atteignable ; mais que la nouveauté de ce qui est à inventer, n'étant pas encore

1. [10] p 110

2. Ibid.

3. Ibid. p 120

prise dans la raison sclérosante d'un paradigme ancien qui nous contient complètement, peut laisser une chance à ce qui n'est pas encore là d'être finalement différent de ce qu'on imagine.

Fatalisme, pessimisme, ou optimisme font parties d'un modèle limité de la prospection du futur et relèvent aussi de l'imagination, donc aussi comme limitation. Ainsi, *persévérer dans notre être* contient-il potentiellement l'invention d'un autre modèle collectif partagé en réinvention permanente, qui ferait son miel des héritages, des expériences, des réussites et échecs, des découvertes et discours des vivants et des morts, pour revisiter les dispositifs qui nous gouvernent et inventer cet "autre chose" politique auquel chacun aspire : des ouïgours emprisonnés ou exploités aux femmes afghanes ou iraniennes. Du migrant pourchassé aux éboueurs ou aux soignants cassés qui attendent la retraite. Du paysan sans terre ou sans eau qui se voit confisquer les communs par d'égoïstes affameurs.

L'espérance n'est pas l'espoir en ce qu'elle n'est pas imagination - comme la peur qui est l'autre face de l'espoir¹ - mais possibilité de la construction d'un monde toujours nouveau car "en train de se faire" dans une *éthique de considération* permanente, inscrite politiquement dans un collectif revisité dans ses pratiques et renouvelé dans sa diversité en ce qu'il invente ses repères éthico-politiques en même temps qu'il se fait. Remettre donc sans cesse sur le métier les représentations qui nous traversent sans valeur, dogme ou tabou préétablis, et tenter de les tenir à distance pour en garder le meilleur. Protéger les instances permettant de surveiller démocratiquement les abus des dominants ou des dispositifs de gouvernementalité. Même si on ne peut totalement se passer de ces derniers pour autant qu'on les tiennent aussi en respect : ainsi le "comment ne pas trop être gouverné" relève de la mise en perspective volontaire et permanente de ce que, si l'on ne peut échapper au gouvernement - ne serait-ce que de soi-même ou de nos grammaires - il importe de l'avoir toujours à l'esprit pour que ce *trop* du gouvernement ne nous écrase plus, ni en conséquence le projet qu'on construit à plusieurs d'un monde qui serait alors en progrès *réel*.

De l'usage des crises en politique

Si la crise des retraites comme celle des gilets jaunes a révélé à ses protagonistes la potentielle existence de leur collectif "à réaliser" comme moyen (et non fin) d'une invention du politique, celle du Covid fût l'occasion pour nos gouvernants de tester toutes sortes de dispositifs relevant d'une gouvernementalité peu recommandable comme l'ont très bien analysé Barbara Stiegler et François Alla [12].

D'une certaine façon, il y a donc pour toute crise deux approches : celle des gouvernants et celle des gouvernés. La première s'arrogeant *l'expertise* pour mieux ignorer la seconde. La seconde ayant parfois tendance à voir dans tout mouvement le germe d'un soulèvement plus massif promettant des lendemains qui (dé)chantent. Ebauche d'une révolution qui serait voulue par tous quand la majorité n'aspire souvent qu'à ce que peu de choses bougent en réalité. Ce qui finit d'ailleurs par se passer dans la plupart des cas : un retour à la "normale" chargé d'une amertume potentielle germe de cristallisation des frustrations lors d'une prochaine occasion de se révolter. Quand à décider de l'opportunité d'un soulèvement comme le réclament certains parfois, réfugions nous derrière la réponse de Foucault à qui il fût beaucoup reproché par ceux qui ne l'avaient pas bien lu autour de la révolution iranienne :

*«On ne fait pas la loi à qui risque sa vie devant un pouvoir. (...)
Est toujours périlleux le pouvoir qu'exerce un homme sur un autre (...)
ma morale théorique (...) est "antistratégique" : être respectueux quand une singularité se soulève,
intransigeant dès que le pouvoir enfreint l'universel. Choix simple, ouvrage malaisé : car il faut
tout à la fois guetter, un peu au-dessous de l'histoire, ce qui la rompt et l'agite, et veiller un
peu en arrière de la politique sur ce qui doit inconditionnellement la limiter.»²*

On pourrait imaginer donc que les gouvernants, dont le vivier serait plus souvent renouvelé, se mettent à co-construire avec les citoyens, la représentation nationale et les corps intermédiaires, un espace de proposition et de discussion apaisé des projets : comme une convention citoyenne permanente aux acteurs tournants, formés et écoutés. Mais évidemment pas comme il a déjà été tenté dans un simulacre précédent³ sans résultats exploités, puisqu'il s'agissait essentiellement alors d'un artifice de gouvernement pour gagner (c'est à dire perdre) du temps. On appellerait ça ...la démocratie ?

«Le pouvoir ne s'exerce que sur des "sujets libres", et en tant qu'ils sont "libres"»⁴ nous dit Foucault en affirmant que c'est la résistance qui vient en premier et non *«l'arkhé étatico-gouvernementale qui serait l'acte politique principal.»* analyse Catherine Malabou dans son impressionnant (et difficile) travail de

1. Spinoza, Ethique III, Proposition 12 et 13 : "L'espoir (resp. la crainte) est une joie (resp. tristesse) inconstante, née de l'idée d'une chose future ou passée dont l'issue nous laisse plus ou moins dans le doute. Il n'y a pas d'espoir sans crainte, ni de crainte sans espoir."

2. Inutile de se soulever ?, n°270 [5] tome 2 p 793-794

3. La récente <https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr>

4. Le sujet et le pouvoir, n° 306 [5] tome 2 p 1056

réflexion et de synthèse pour construire une pensée philosophique de l'anarchie¹ : "Plutôt que d'analyser le pouvoir du point de vue de sa rationalité interne, il s'agit d'analyser les relations du pouvoir à travers l'affrontement des stratégies." Citant Foucault qui "secondarise le paradigme archique au profit de ce qui lui résiste". Ainsi, si :

«La relation de pouvoir et l'insoumission de la liberté ne peuvent être séparées. Le problème central du pouvoir n'est pas celui de la "servitude volontaire" (comment pouvons nous désirer être esclaves?) : au cœur de la relation de pouvoir, la "provoquant" sans cesse, il y a la rétivité du vouloir et l'intransitivité de la liberté.»²

Sans s'occuper ici d'anarchie, ne pourrait-on pas investir davantage la construction démocratique pour qu'elle tienne compte de ce retournement où le politique se définit non comme "constituant de" mais bien comme "constitué par" nos libertés et ne cherchant plus à les réfréner ou les contrôler au nom d'un "bien commun" qu'aurait défini une oligarchie bien décidée à ne plus partager le peu de temps, d'espace et de matière exploitables qu'il reste ?

L'urgence écologique n'impose-t-elle pas de ramener à leur juste place ces vétilles que sont les débats de pouvoir actuels, les fausses actualités rythmées en pauvres séquences médiatiques pour occuper les badauds, comme relevant d'une misérable et insondable bêtise face à la gravité des enjeux ?

Si la boussole de la justice sociale et du respect du monde vivant ou de la "couche limite" qui nous héberge, n'est pas accompagnée d'une écoute renouvelée des besoins et idées de tous dans une agora justement dimensionnée et adaptée pour chacun, comment espérer construire quelque chose de durable quand les interdépendances se manifestent toujours plus durement et voient se fragiliser les conditions même de survie de l'espèce humaine ?

L'attente à l'égard du politique est grande et l'effacement des structures collectives n'aide pas à le voir se renouveler mais sa responsabilité demeure : l'entendra-t-il ?

Références

- [1] Julia CAGÉ. *Le prix de la démocratie*. Folio actuel, 2019.
- [2] Julia CAGÉ et Benoit HUET. *L'information est un bien public*. Seuil, 2021.
- [3] Pierre CHARBONNIER. *Abondance et liberté*. La Découverte, 2020.
- [4] Isabelle DELANNOY. *L'économie symbiotique*. Actes Sud, 2017.
- [5] Michel FOUCAULT. *Dits et écrits, tomes 1 et 2*. Quarto-Gallimard, 2001.
- [6] Bruno LATOUR. *Nous n'avons jamais été modernes*. La Découverte-Poche, 1997.
- [7] Catherine MALABOU. *Au voleur ! Anarchisme et philosophie*. PUF, 2022.
- [8] Corine PELLUCHON. *Les nourritures*. l'ordre philosophique- Seuil, 2015.
- [9] Corine PELLUCHON. *Ethique de la considération*. l'ordre philosophique-Seuil, 2018.
- [10] Corine PELLUCHON. *L'espérance ou la traversée de l'impossible*. Payot-rivages, 2023.
- [11] Judith REVEL. *Foucault avec Merleau-Ponty*. Vrin, 2015.
- [12] Barbara STIEGLER et F. ALLA. *Santé publique année zéro*. Tract-Gallimard n° 37, 2022.

1. [7] p 213 et sq.

2. Le sujet et le pouvoir, [5] ibid. p 1057